

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—L'APPUI DU CANADA AUX INITIATIVES DE PAIX

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, hier, 1,600 militaires américains ont entrepris des manœuvres au Honduras, près de la frontière du Nicaragua. Le Nicaragua est depuis longtemps en butte aux pressions constantes des États-Unis et des rebelles de droite appuyés par les Américains. Ces pressions politiques et les incursions militaires au Nicaragua ont coûté la vie à de nombreux civils et saignent à blanc l'économie du Nicaragua.

La menace d'une invasion à partir du Honduras persiste. Les gouvernements du Honduras et des États-Unis continuent d'encourager et d'appuyer les rebelles au Nicaragua, les terroristes, les opérations militaires et le harcèlement des réfugiés. Encore le mois dernier, les ministres des Affaires étrangères de Panama, de la Colombie, du Mexique et du Venezuela se sont réunis à l'île Contadora, à Panama, et ont exhorté tous les pays à:

... s'abstenir de faire quoi que ce soit qui risquerait d'étendre le conflit à toute la région.

Les ministres ont dit que seuls le dialogue et les négociations permettront de résoudre les problèmes entre États en Amérique centrale.

Lundi dernier, 78 membres du Congrès américain ont signé une lettre au président Reagan pour protester contre la présence de troupes américaines dans la région, qui constitue, selon eux:

... une escalade dangereuse des tensions dans une région au climat politique explosif.

... et demander au gouvernement américain d'appuyer les initiatives de paix du Mexique et du Venezuela.

Le Canada appuie cette proposition mexico-vénézuélienne, et devrait le faire avec enthousiasme, si l'on en croit le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy), qui revient d'un voyage en Amérique centrale.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE RETARD À POSTER LES CHÈQUES DE PENSION DE JANVIER

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, beaucoup trop de vieillards pensionnés dans la région de Victoria et vraisemblablement aussi ailleurs en Colombie-Britannique se sont inquiétés et tracassés inutilement au début de la semaine. Certains ont même dû emprunter pour payer leur loyer à temps, parce que le ministère des Approvisionnement et Services a retardé à dessein l'envoi des chèques de pension.

J'exhorte donc la Chambre à exiger du ministre des Approvisionnement et Services (M. Blais) qu'il procède immédiatement à une enquête à ce sujet, de façon à éviter que les vieillards pensionnés aient encore à subir les inconvénients d'un pareil retard, qui n'aurait pas dû et ne devrait plus se produire.

Questions orales

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'INDUSTRIE

L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INTERVENIR POUR APPORTER DE L'AIDE

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je pose ma question au ministre d'État chargé du Développement économique. Il doit savoir que l'industrie pétrochimique est en sérieuse difficulté dans notre pays. Dans l'Est seulement, ce secteur représente 9,000 emplois directs et 108,000 emplois indirects. Si cette industrie est en difficulté, c'est parce que le prix de ses matières premières l'empêche désormais d'être concurrentielle par rapport à celle des États-Unis et d'autres pays. Le ministre sait-il que faute d'une intervention immédiate, 50,000 personnes risquent de se retrouver sans emploi venant ainsi grossir les rangs des chômeurs Canadiens, déjà 1.5 million?

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, j'accepte de répondre à cette question en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce. Nous sommes très sensibles à la crise que traverse l'industrie pétrochimique, crise qui touche également bien d'autres secteurs dans notre pays, comme le député le sait. Cette industrie est également en difficulté aux États-Unis et encore plus au Japon.

La crise qui sévit dans ce secteur à l'échelle mondiale s'explique par un certain nombre de raisons structurelles. Le gouvernement a accordé la priorité à cette question. Bon nombre d'entre nous, comme le député le sait sans doute, ont reçu des instances détaillées de la part de porte-parole de l'industrie et je puis vous garantir que le gouvernement a pris ses responsabilités très au sérieux à cet égard.

M. Gurbin: C'est exactement la même réponse que celle que le gouvernement a donnée aux représentants de ce secteur. C'est justement pour cette raison que nous posons ces questions aujourd'hui.

LE PRIX DES STOCKS D'ALIMENTATION PÉTROCHIMIQUES

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Le gouvernement ne semble pas comprendre que ce n'est ni la récession ni les autres facteurs mentionnés par le ministre et le gouvernement qui sont la cause de cet état de choses. Le problème est d'origine canadienne. Il découle des prix des matières premières de l'industrie pétrochimique. Ni l'industrie, ni l'opposition ni qui que ce soit ne demande au gouvernement de résoudre les problèmes de la récession mondiale, mais il peut s'occuper des problèmes d'origine canadienne qui touchent les Canadiens.